

Revue des migrations forcées

Gérer le déplacement climatique

Scott Leckie

Un grand nombre de personnes qui se sont battues contre le déplacement se retrouvent aujourd'hui à défendre la réinstallation. Sachant que le changement climatique provoquera de nouveaux déplacements, la communauté humanitaire devra travailler de manière préventive avec les communautés à risque identifiées afin de définir les solutions qui pourraient s'offrir à elles.

Le **lieu de vie** est un endroit crucial. Et comme cette évidence est de plus en plus reconnue – bien que tardivement – tout comme la tragédie qui accompagne forcément les situations dans lesquelles les personnes sont forcées de fuir de chez elles, un mouvement chaque jour plus vaste demande la mise en place de mesures visant à empêcher que les personnes puissent perdre leur logement et leurs terres.

Ces dernières années sont apparus des règles de plus en plus sophistiquées destinées à interdire aux États de procéder à des déplacements forcés et des évictions, de nouveaux mécanismes de l'ONU destinés à combattre ces pratiques, un regain d'engagement de la part des ONG pour prévenir les déplacements, la reconnaissance croissante du besoin impératif de garantir par la loi la sécurité des droits fonciers des résidents et la croissance de la jurisprudence à tous les niveaux condamnant le déplacement forcé (et exigeant sa résolution). En bref, le lieu de vie tient une place cruciale au sein de l'ensemble global de droits qui nous reviennent à tous.

Cependant, les personnes qui travaillent sur la protection des droits des déplacés commencent à rencontrer de nouveaux défis, parfois surprenants, lorsqu'il s'agit de déplacements causés par le changement climatique. En cherchant à protéger les personnes concernées des conséquences néfastes des changements environnementaux profonds ou permanents et à préserver aux mieux leurs droits – en particulier leurs droits au logement, aux terres et à la propriété –, nous nous trouvons aujourd'hui dans une posture plutôt inconfortable puisque nous en venons à promouvoir leur réinstallation.



[Prévenir le déplacement \(/fr/prevenir\)](#)

RMF 41

Décembre 2012

[Table des matières](#)

[Message de la rédaction \(/fr/prevenir/redacteurs\)](#)

[Prévenir le déplacement \(/fr/prevenir/amos\)](#)

[Histoire et statut du droit de ne pas être déplacé \(/fr/prevenir/morel-et-al\)](#)

[Droit international humanitaire: synthèse des principales dispositions \(/fr/prevenir/dih-dispositions\)](#)

[Prévenir le déplacement ou s'y préparer? \(/fr/prevenir/barrs\)](#)

[Provoquer le déplacement: le recours à des armes explosives dans des zones peuplées \(/fr/prevenir/bagshaw\)](#)

[Prévoir les catastrophes et protéger les droits \(/fr/prevenir/ginnetti-schrepfer\)](#)

[Vers un système juridique de protection uniforme \(/fr/prevenir/chotouras\)](#)

[Inondations en Thaïlande : fuir, lutter ou flotter \(/fr/prevenir/sophonpanich\)](#)

[Gérer le déplacement climatique \(/fr/prevenir/leckie\)](#)

[Reconnaître les droits fonciers des peuples autochtones et des communautés rurales \(/fr/prevenir/williams\)](#)

Dans de nombreux cas, le personnel humanitaire devra aider à trouver des ressources foncières viables, à s'engager auprès des communautés d'accueil potentielles et à identifier les possibilités de subsistance et d'hébergement qui donneront aux groupes déplacés pour des raisons climatiques à travers le monde une chance de se recréer une vie qui en vaille la peine. Ainsi, le personnel humanitaire peut empêcher les situations prolongées qui transforment les déplacés en «sans droits».

Bangladesh, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Kiribati et Tuvalu

L'ONG Displacement Solutions œuvre auprès de groupes locaux dans plusieurs endroits du monde en vue de trouver des solutions aux déplacements provoqués par le changement climatique. Selon toutes les estimations, peu de pays seront autant touchés par ce type de déplacements que le Bangladesh. Certains groupes de militants climatiques affirment que plus de six millions de personnes ne sont déjà plus en mesure de rentrer chez elles, leur logement étant submergé en conséquence de la hausse du niveau des mers ou d'inondations permanentes. La plupart des déclarations publiques à ce sujet se concentrent avant tout sur la multiplication des possibilités de migration internationale et accordent peu d'attention aux mesures qui permettraient de trouver des solutions internes, fondées sur les droits, pour le nombre élevé de personnes déjà déplacées en raison des changements environnementaux structurels. Des efforts sont actuellement en cours pour identifier les sites qui conviendraient à la création de nouveaux établissements humains, au moins pour une partie de ces personnes, en vue de les acquérir par la suite puis de transformer les droits fonciers existants, quelle que soit leur nature, en structures de fiducie foncière clairement définies au bénéfice de la communauté. Cette dernière mesure est indispensable pour éviter la spéculation effrénée qui accompagne si souvent les mesures de réinstallation et pour donner aux communautés qui le souhaitent la possibilité de se réinstaller ensemble.

Tous les habitants ou presque des îles Carteret, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, devront à un moment ou un autre se réinstaller ailleurs. Une proposition, facilitée par un organe indépendant, de vendre 2 800 hectares de terres privées au Gouvernement autonome de Bougainville, sous condition que les terres soient allouées aux résidents de l'île, n'a malheureusement

Les interventions dans le domaine du logement préviennent et atténuent le déplacement (*/fr/prevenir/wadley*)

La volonté de rester (*/fr/prevenir/guler*)

L'approche du CICR dans les situations de pré-déplacement (*/fr/prevenir/talviste-et-al*)

Responsabilités des entreprises en matière de droits de l'homme (*/fr/prevenir/lewis*)

La 'boîte à outils' à disposition des États pour prévenir le déplacement : une perspective suisse (*/fr/prevenir/gomeztruedsson*)

La face sombre du développement: évictions forcées au Bangladesh (*/fr/prevenir/hoshour*)

Le Conseil de sécurité de l'ONU et la prévention du déplacement (*/fr/prevenir/weerasinghe-ferris*)

Prévenir le redéplacement au Burundi grâce à une véritable réintégration (*/fr/prevenir/hovil*)

L'insécurité foncière post-confliktuelle menace de déplacer à nouveau ceux qui sont tout juste de retour dans le Nord de l'Ouganda (*/fr/prevenir/onegi*)

L'éducation, composante essentielle de la prévention du re-déplacement des jeunes (*/fr/prevenir/anselme-zeus*)

Le rôle des femmes défenseurs des droits de l'homme en Colombie (*/fr/prevenir/candamil-duque*)

Restitution de la propriété en Colombie (*/fr/prevenir/medina*)

Catastrophes naturelles et déplacement de populations indigènes en Bolivie (*/fr/prevenir/girard*)

Tentatives pour prévenir le déplacement dans les Territoires palestiniens occupés (*/fr/prevenir/khalil*)

Articles généraux

L'adaptation de réfugiés d'Afrique de l'Est à la vie au Royaume-Uni (*/fr/prevenir/bekalo*)

Les droits humains des Rohingyas, passés sous silence (*/fr/prevenir/brinham*)

Les Nord-Coréens de Chine ont besoin d'une protection internationale (*/fr/prevenir/cohen*)

D'un laboratoire au Luxembourg à des satellites au Soudan du Sud (*/fr/prevenir/donven-hall*)

été acceptée par aucune structure gouvernementale nationale ou locale. Les terres ont finalement été vendues à un promoteur étranger qui envisage de les utiliser à des fins touristiques et peut-être aussi agricoles, pour une somme considérablement inférieure au montant du budget national consacré à la réinstallation des habitants des îles Carteret. Ces terres auraient largement pu accueillir l'ensemble de la population de ces îles pour une fraction seulement de la somme qu'il faudra déboursier ultérieurement pour acquérir les terres où elle sera réinstallée. Ainsi s'est perdue une occasion en or d'acquérir des terres pour l'une des premières populations du monde déplacées par le climat.

Peu de possibilités semblables s'offrent aux résidents des îles Kiribati et Tuvalu dans le Pacifique. Les fonds obtenus par ces pays en vue de s'adapter au changement climatique demeurent minuscules au regard de leurs besoins et une augmentation des fonds disponibles semble peu probable. Bien que nous pensions que l'île micronésienne de Kiribati et l'île polynésienne de Tuvalu demeurent habitables à long terme **à condition** de trouver les ressources nécessaires pour mettre en place les solutions technologiques potentielles, et que le déplacement est donc évitable, nous n'en pensons pas moins qu'il est temps d'adopter une approche pragmatique et prudente.

Les questions suivantes émergent alors : s'il devient inévitable de partir de ces deux pays, comment ces départs seront-ils gérés, où iront les citoyens et comment leur statut sera-t-il déterminé dans leur nouveau pays? La population devrait-elle avoir le droit de se déplacer en masse sur une autre île et, si oui, sur laquelle? Ou vaut-il mieux promouvoir une approche individualiste, au risque de voir certaines personnes bénéficier des meilleures options migratoires tandis que d'autres restent sur place, abandonnées à leurs propres moyens? Ou encore, faut-il encourager les nations les plus riches de la région à trouver l'espace nécessaire pour accueillir cette nouvelle catégorie de migrants?

Comme le révèlent ces quatre exemples succincts, le changement climatique force les personnes travaillant sur le déplacement à adopter une posture peu familière qui consiste à rechercher des solutions **avant même** que ne se produise le déplacement – c'est-à-dire à se transformer en chasseurs de terres pour les futures communautés déplacées et en défenseurs acharnés de la réinstallation lorsqu'il n'est plus possible de rester durablement sur place.

Rendre le travail plus sûr pour les femmes déplacées
(/fr/prevenir/buscher)

Enseignements tirés suite à une mobilisation autour d'une série d'expulsions dans des bidonvilles en Tanzanie (/fr/prevenir/hooper)

Des principes Nansen à l'initiative Nansen
(/fr/prevenir/kaelin)

Les réfugiés sont-ils un fardeau économique ou un atout ? (/fr/prevenir/zetter)

Programmes d'orientation culturelle à l'étranger et perceptions des réfugiés réinstallés (/fr/prevenir/komfeld)

Remettre en question la préférence des clients en cours de DSR pour des prestataires de service étrangers
(/fr/prevenir/pangilinan)

*Scott Leckie scott@displacementsolutions.org
(<mailto:scott@displacementsolutions.org>) est le directeur-
fondateur de Displacement Solutions
<http://displacementsolutions.org/>
(<http://displacementsolutions.org/>)*

*Pour de plus amples informations sur ces cas et sur
d'autres, consultez le projet de Displacement Solutions
«Land Solutions to Climate Displacement»
[http://displacementsolutions.org/ds-initiatives/climate-
change-and-displacement-initiative/](http://displacementsolutions.org/ds-initiatives/climate-change-and-displacement-initiative/)
([http://displacementsolutions.org/ds-initiatives/climate-change-and-
displacement-initiative/](http://displacementsolutions.org/ds-initiatives/climate-change-and-
displacement-initiative/))*

(/fr/avis-de-non-responsabilite-et-droits-dauteur)

Avis de non responsabilité

Les avis contenus dans RMF ne reflètent pas forcément les vues de la rédaction, du Centre d'Études sur les Réfugiés, de l'Université d'Oxford, d'UNFPA, de SSRC ou d'ONUSIDA.

Droits d'auteur

Tout document de RMF imprimé ou mis en ligne peut être reproduit librement, à condition que la source et l'URL spécifique de l'article soient mentionnés. Nous recevons volontiers tout commentaire sur le contenu et la présentation de la revue – veuillez nous envoyer un courriel ou un courrier.